

Paris, vendredi 7 décembre 2018

Le gouvernement n'a que faire des vies humaines...

Depuis des mois, les médecins et personnels hospitaliers, avec leurs syndicats alertent la ministre sur les risques encourus par les patients du fait des fermetures de lits d'hospitalisation, de blocs opératoires, de maternités, du fait des restructurations à marche forcée. La ministre de la santé refuse de répondre à la demande d'audience contenue dans la lettre ouverte qui lui a été adressée par 1500 médecins hospitaliers. Le gouvernement reste sourd et continue sa politique, tout comme il reste sourd à ceux qui depuis un mois sont dans la rue et réclament du président de quoi vivre normalement.

Les risques encourus par les patients, les décès et pertes de chances sont maintenant connus par tous. Les retards de prise en charge diagnostiques et thérapeutiques tant en chirurgie qu'en psychiatrie et en médecine se multiplient. Les blocs opératoires, soins intensifs, maternités et autres lits d'hospitalisations fermés pour des raisons budgétaires sont la conséquence de cette politique.

Monsieur Macron et Madame Buzyn annoncent une réforme du système de santé appelée « Ma santé 2022 ». Le contenu véritable de cette réforme est révélé par l'objectif d'économies supplémentaires de 1 milliard d'euros par an pendant 5 ans correspondant à la suppression de 30.000 postes dans la fonction publique hospitalière. Un collègue témoigne : « dans mon CHU, le *COPERMO* (Comité interministériel de la Performance et de la Modernisation des établissements hospitaliers) nous a imposé la suppression de 400 postes pour obtenir des subventions nécessaires à l'équipement et la modernisation de l'hôpital. Maintenant que nous avons réalisé cet objectif, on nous en demande 400 supplémentaires dont des postes de PH. »

Le SNMH FO considère que l'action gouvernementale n'est en rien un redressement des hôpitaux mais bien au contraire une destruction organisée.

Une réforme des autorisations d'activité est annoncée pour déclasser une partie des hôpitaux non supports de GHT (Groupement Hospitalier de Territoire) et les transformer en hôpitaux dits « de proximité » qui n'auraient ni urgences, ni maternité, ni aucun plateau technique.

La suppression du concours de PH entraînera la disparition du statut et la mise sous contrat de performance économique de tous les médecins hospitaliers. Nous ne pourrions plus alors refuser des dispositions contraires à notre éthique, conscience et déontologie que voudraient nous imposer les directions et le gouvernement. Ce serait la fin de l'indépendance médicale constitutive d'une prise en charge conforme à la déontologie.



Fédération des personnels des services publics et de santé –
FORCE OUVRIERE
SYNDICAT NATIONAL DES MEDECINS HOSPITALIERS
SNMH - FORCE OUVRIERE

Les fermetures des structures hospitalières n'en seraient que décuplées. Aujourd'hui grâce à leur statut, les médecins peuvent encore dire « NON ».

Le SNMH FO appelle tous les médecins à résister, à se réunir et discuter de ce dont ils ont besoin, à exiger que les moyens soient immédiatement accordés et mis en oeuvre pour soigner correctement la population.

Le SNMH FO soutiendra les actions indépendantes des médecins allant dans ce sens.

- Réouverture immédiate des lits et services fermés.
- Arrêt des restructurations et fermetures des lits, services et hôpitaux.
- Retrait du plan santé, retrait du plan d'économies
- Maintien du concours de PH et du statut
- Augmentation du nombre de médecins formés et des moyens alloués aux universités.